

Histoire de l'Espagne et la France

Première partie. Commentaire de documents (5 points)

Choisissez l'une des deux options, A ou B.

OPTION A

Document 1 : La réforme agraire

Les terres incluses dans les sections suivantes seront expropriées:

1. Celles qui seront offertes volontairement par leurs propriétaires [...].
4. Les propriétés rurales de Sociétés, de Fondations et d'Établissements publics qui les exploitent d'une autre forme qui n'est pas l'exploitation directe [...].
5. Celles qui, par les circonstances de leur acquisition, ne sont pas exploitées directement par leurs acheteurs [...] celles qui ont été achetées pour la spéculation ou pour le seul but de percevoir leur revenu.
6. Celles qui constituent des domaines territoriaux [...].
7. Celles qui sont manifestement mal cultivées [...].

Loi sur la Réforme agraire, 1932

Document 2 :



Les difficultés rencontrées lors de l'application de la Réforme agraire laisse subsister des pratiques traditionnelles.

Questions:

- a) Présentez les documents et indiquez leur idée principale en 80 mots (+/-20%). (1 point)
- b) Expliquez le contexte historique de ces documents en 80 mots (+/-20%). (1,5 points)
- c) À partir des informations tirées de ces documents et en vous appuyant sur vos connaissances, vous rédigerez un texte argumenté de 200 mots (+/-20%) répondant au sujet suivant : « **Les réformes réalisées pendant la Seconde République en Espagne: 1931-1936.** » (2,5 points)

OPTION B

Document 1 : Extrait de la Déclaration des intellectuels républicains français au sujet des événements d'Espagne

« Les soussignés, profondément émus, [...]; conscients du péril que le succès de la rébellion fasciste en Espagne ferait courir à notre pays; [...] ; constatant d'autre part la magnifique résistance des républicains espagnols qui défendent devant Madrid leur liberté et la nôtre contre l'attaque du fascisme international ; estiment qu'il est de leur devoir d'adresser cet appel à l'opinion française et à la conscience universelle. Le gouvernement de notre pays, désireux de prouver son attachement à la paix, a proposé à l'Europe, dans l'espoir d'empêcher sa division en deux camps hostiles, la politique dite de "non-intervention". Cette initiative s'est traduite le 8 août par la décision d'arrêter en France tout envoi d'armes à destination de l'Espagne (décision que certains d'entre nous n'ont pas vu prendre sans inquiétude), mais elle n'a pas rencontré une adhésion rapide et sincère de la part d'autres gouvernements. Il a fallu attendre le 28 août (et la prise de Badajoz qui livrait aux rebelles la frontière portugaise et ses possibilités indéfinies de ravitaillement) pour que le pacte fût enfin accepté, et encore avec des réserves inadmissibles de la part de certains États. [...]

Les violations de l'accord dit de "non-intervention" sont prouvées:

1) par les révélations précises du délégué espagnol à la SDN (révélations que le secrétariat de l'institution de Genève n'a pas eu le courage de publier et que la plus grande partie de la presse française a systématiquement ignorées);[...]

4) par l'évidente supériorité actuelle des rebelles en avions et en tanks, par exemple, qui ne peut trouver d'explication que dans les violations continuelles du pacte à leur bénéfice; supériorité écrasante qui, malgré le sacrifice d'un peuple héroïque aux mains nues, a transformé totalement la situation militaire. Ainsi, la non-intervention s'est traduite en réalité par une intervention très effective en faveur des seuls rebelles. Ces faits indubitables, portés aujourd'hui à la connaissance de l'opinion européenne, viennent d'amener le Parti ouvrier belge, le Labour Party, le Parti libéral anglais, l'URSS, les Internationales syndicale et socialiste à réclamer la reprise des relations commerciales avec le gouvernement espagnol. Les soussignés estiment nécessaire d'avertir l'opinion française de ce puissant retournement de la conscience universelle et du devoir qui incombe à notre démocratie. »

Texte publié dans la revue *Commune**, décembre 1936

*Organe officiel de l'AEAR (Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires) et proche du proche communiste, la revue *Commune* tenta de définir ce que pouvaient être, en France, la culture et la littérature prolétariennes.

Document 2



Picasso, *Guernica*, 1937, Huile sur toile, 349,3 x 776,6 cm, Musée de la Reine Sofia à Madrid.

Questions:

- Présentez les documents et indiquez leur idée principale en 80 mots (+/-20%). (1 point)
- Expliquez le contexte historique de ces documents en 80 mots (+/-20%). (1,5 points)
- À partir des informations tirées de ces documents et en vous appuyant sur vos connaissances, vous rédigerez un texte argumenté de 200 mots (+/-20%) en répondant au sujet suivant : « **Comment se sont manifestées, en France et en Espagne, les différentes oppositions face à la montée des idéologies fascistes et avec quelles conséquences ?** » (2,5 points)

Deuxième partie. Rédaction sur un sujet historique (5 points)

Vous choisirez l'un des deux sujets suivants, A ou B, et rédigerez en 300 mots (+/-20%) une réponse argumentée et illustrée par des exemples précis, précédée d'une introduction et suivie d'une conclusion.

OPTION A

L'enracinement de la III^{ème} République en France (1879-1914)

Chronologie indicative

1880-1885 : Les Républicains opportunistes au pouvoir.

1882-83 : Lois Ferry sur l'école.

1889 : Crise boulangiste.

1898 : Affaire Dreyfus.

1905 : Loi concernant la séparation des Églises et de l'État.

OPTION B

Victoire et échec du Front populaire en France (1936-38)

Chronologie indicative

Mai 1936: Victoire du Front populaire aux élections législatives.

Mai-juin 1936: Grèves ouvrières.

Juin 1936: Accords Matignon.

Septembre 1936: Reprise des grèves ouvrières.

Avril 1938: Fin du gouvernement de Front populaire.